

Service risques et installations classées  
12-14 rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOGARIS**

place de la Logistique  
94150 Rungis

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2024/FM/N°438GR  
Code AIOT : 0007404491

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement SOGARIS implanté place de la Logistique 94150 Rungis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOGARIS
- place de la Logistique 94150 Rungis
- Code AIOT : 0007404491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un groupement d'entrepôts multilocataires de stockage, de messageries et activités diverses construit par tranche entre 1965 et 1987.

Le site couvre une surface foncière d'environ 310 000 m<sup>2</sup>, pour environ 200 000 m<sup>2</sup> bâtis et un volume d'entrepôts d'environ 1 500 000 m<sup>3</sup> occupés par environ 80 locataires. Environ 1000 personnes sont présentes dans l'établissement. En 2023, le trafic journalier est estimé à 800 véhicules lourds.

Le site est réglementé par un arrêté préfectoral du 21 avril 1992 au titre de la rubrique 1510 (entrepôt), modifié par arrêtés complémentaires du 28/06/1999 (rejets aqueux), du 18/01/2012 (POI) et du 11/09/2017 (exploitation des cellules A et B du bâtiment B). L'exploitant SOGARIS en répercute les obligations auprès de ses différents locataires.

## Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne	AP Complémentaire du 18/01/2012, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté l'usure du plan d'opération interne qui nécessite d'être mis à jour, et mis en œuvre plus facilement sur le terrain lors des situations requérant son utilisation (exercices ou événements incidentels/accidentels avérés).

Elle émet également plusieurs observations, sur les modalités de réalisation de l'exercice, la mise en application du POI, reprend certaines recommandations de la BSPP.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/01/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  (2°) <i>La condition 24 du titre III, Chapitre 3, est abrogée et remplacée par les dispositions suivantes)</i>  L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le Préfet. Il met en oeuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au POI et au PPI en application de l'article 2 du décret 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R. 512-29 du code de l'environnement. Le POI est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. L'exploitant doit élaborer et mettre en oeuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'organisation de tests périodiques, renouvelés au plus tard tous les deux ans, du dispositif et/ou des moyens d'intervention,</li><li>• La formation du personnel intervenant,</li><li>• L'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,</li><li>• La prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage,</li><li>• La revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,</li><li>• La mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.</li></ul> L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice. Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection a été régulièrement informée de la date et des modalités liées à la tenue de l'exercice POI pour l'itération 2024. Le contenu, dont son usure, est abordé plus précisément en partie X du présent rapport. Un exemplaire était disponible au poste central de sécurité (PCS) de l'établissement.  L'inspection constate l'obsolescence de certaines informations (notamment, référence à la mise

en œuvre d'un obturateur B1 lors d'un sinistre impactant le bâtiment F (p5/16 de la fiche F4\_PROP 07) alors qu'il est indiqué comme déposé à la page 14 du même document), et que la date de dernière vérification du document (2020) est antérieure à la date de la dernière révision de l'étude de dangers de l'établissement (2021).

Nonobstant le maintien de certaines observations de l'inspection des installations classées lors de l'instruction de l'étude de dangers v2021 (rapport de l'inspection du 10 novembre 2021), l'exploitant doit mettre à jour le POI aussi souvent que nécessaire avec les informations consolidées dont il dispose afin de garantir son utilité.

**Non-conformité : Contrairement aux dispositions de la condition 24 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992 modifié, l'exploitant n'a pas procédé à la mise à jour systématique de son plan d'opération interne, notamment afin de prendre compte des résultats de la dernière actualisation de l'étude de dangers.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## 2-5) Informations complémentaires

### 2-5-1) Scénarisation initiale de l'exercice

Le projet de scénario prévu dans le cadre de la préparation à l'exercice était le suivant :  
(éléments donnés à titre indicatif)

#### **a) Modalités d'exercice proposées par SOGARIS (mail du 07/10/24)**

##### Objectif SOGARIS :

- Tester l'opérationnalité du POI et sa mise en oeuvre.
- Approfondir la bonne coordination de la chaîne des secours avec l'ensemble des acteurs internes (SOGARIS/SSIAP) et externes (BSPP).
- Accroître les compétences internes lors de la gestion d'une situation d'urgence.
- Parfaire les compétences et la formation du service SSIAP à la gestion opérationnelle d'un sinistre.
- Mettre en œuvre les moyens de secours fixes et mobiles du site.
- Vérifier la bonne exécution des actes réflexes et l'application des consignes des locataires en cas d'évacuation.
- Développer le partenariat SOGARIS/BSPP.
- Offrir, à la BSPP, caserne de RUNGIS, la possibilité d'accroître ses connaissances sur la spécificité du site.

##### Scénario :

- A 09h00, le mardi 15 octobre 2024, le PCS de la plateforme de Rungis est alerté pour un début d'incendie dans un bureau, au RDC du bâtiment F, occupé par la société KUEHNE + NAGEL.
- À l'arrivée des agents SSIAP, ceux-ci constatent que le sinistre n'est plus maîtrisable et procèdent à l'appel des secours.
- Un employé est manquant à l'appel. Un second est victime des effets du sinistre. Il est classé en tant qu'UR (urgence relative).

##### Déroulé prévisionnel:

- Mise en place terrain : 08h15,
- Début de l'exercice : 09:00,
- des moyens de simulation seront mis en place : mannequin et fumée froide (BSPP)

#### **b) Demande spécifique de l'inspection des installations classées concernant les modalités de scénario.**

L'inspection a requis par courriel du 07/10/2024 auprès de l'exploitant la simulation d'une première phase d'intervention effectuée par les équipiers de seconde intervention grésés directement par la SOGARIS, avant l'intervention effective des secours extérieurs. L'objectif est d'apprécier la robustesse de cette seconde intervention compte-tenu du dossier de remise en conformité et les travaux associés qui sont actuellement en cours au sein de l'établissement.

### 2-5-2) Déroulement effectif de l'exercice

In fine, le scénario s'est globalement déroulé selon les conditions prévues, à l'exception d'un démarrage retardé de l'exercice, sans conséquence majeure sur sa réalisation globale.

L'exercice a débuté vers 09:50 et s'est terminé en PCS (poste central de sécurité) vers 11:00. Un compte-rendu à chaud tripartite a été fait à l'ensemble des personnes impliquées par l'exploitant, la BSPP et l'inspection à la fin de l'exercice.

Les équipiers de seconde intervention de SOGARIS se sont exercés à la mise en œuvre des moyens mis à leurs dispositions.

La brigade des Sapeurs Pompiers de Paris a également déployé des moyens de lutte contre l'incendie lors de leurs arrivées sur place.

L'alarme d'évacuation du bâtiment F a été déclenchée. Elle était perceptible par les bâtiments environnants et a permis au personnel du locataire d'évacuer conformément aux attendus, estimé en moins de 4 minutes.

Les intervenants SOGARIS impliqués dans l'exercice sont identifiés en annexe confidentielle au présent rapport.

Les fiches scénarios POI notamment concernées par le scénario :

- F1\_ALERTE ;
- F2\_situation géographique ;
- F3\_évaluation des risques ;
- F4\_fiche 416 [Ndla : pas de titre plus précis. Document visant probablement à requérir un arrêt des transports public (tram ou bus) limitrophe de l'établissement] ;
- F4\_PROP 07 : procédure de manœuvre des obturateurs du site de RUNGIS ;
- F4\_plan masse bâtiment F ;
- F4\_plan masse bâtiment F – sous-sol ;
- F4\_tenue au feu ;
- F4\_Recensement des moyens ;
- F5\_Organisation des secours.

L'inspection n'a pas procédé à un examen approfondi de l'ensemble de ces fiches, ni à l'appréciation de la conformité du document aux dispositions réglementaires applicables (POI et PDI prévus par l'arrêté ministériel du 11/04/2017).

Le sens du vent ne pouvait pas être déterminé lors de l'exercice, car aucun dispositif permettant d'obtenir cette information localement n'est détenu en propre par l'exploitant.

### 2-5-3) Main courante de l'exercice – relevés par l'inspecteur observateur sur site

Heure	Évènement / Commentaire
09h49	<b>Début exercice</b> Mise en place du mannequin et du dispositif de génération de fumée froide au sein des bureaux de la cellule frigorifique « entrepôt 6 » du bâtiment F.
09h53	<b>Confirmation d'incendie par appel téléphonique du locataire auprès du PCS (poste central de sécurité)</b> Il est évoqué un dégagement de fumée dans les bureaux du bâtiment F, quai F17. Le chef PCS fait un point à ses équipiers de seconde intervention (ESI) et leur demande d'intervenir (deux personnes avec ARI pour recherche de victime, sécurisation et manœuvre de maîtrise) et un agent pour gestion de l'évacuation et sécurisation de l'entrepôt.
09h55	<b>Déclenchement de l'alarme sonore d'évacuation du bâtiment F</b> <b>Départ des ESI du PCS</b> Au déclenchement de l'exercice, les ESI étaient déjà en tenue et prêts au départ.
09h56	<b>Arrivée des ESI sur les lieux de l'exercice.</b> Confirmation par le chef d'intervention ESI par talkie walkie (TW) au chef PCS
09h57	<b>Le chef d'intervention ESI confirme au chef PCS par TW d'un fort dégagement de fumée.</b> Il demande l'évacuation du bâtiment et le concours des secours extérieurs. Il indique lancer les opérations de coupure d'électricité du bâtiment.
09h58	<b>L'appel des employés présents au point de rassemblement est réalisé, un employé est manquant (scénario).</b> <b>Le chef PCS lance l'appel pompier par utilisation du téléphone appel d'urgence (TAU) présent au PCS.</b> L'appel est mis en attente par le standard des secours extérieurs du fait des nombreux appels simultanés en cours.

Heure	Évènement / Commentaire
10h00	<b>Doublement de l'appel au secours via téléphone portable (18).</b> L'appel est pris en charge quasi-immédiatement.
10h01	<b>Le chef PCS appelle l'astreinte SOGARIS, pour l'informer de l'évènement en cours.</b>
10h02	<b>Information par le chef d'intervention ESI par TW auprès du chef PCS qu'une personne est manquante à l'appel.</b>
10h05	<b>Arrivée du cadre d'astreinte SOGARIS, qui endosse le rôle de DOI (directeur des opérations internes).</b> 1 <sup>er</sup> point de situation chef PCS/DOI. Le DOI s'assure de la réalisation de l'appel au secours extérieur et donne ses premières consignes, notamment l'information des riverains SEMMARIS, ADP et de l'inspection des installations classées (DRIEAT).
10h08	<b>Le DOI demande la mise en œuvre des obturateurs automatiques isolant les réseaux d'eau de l'extérieur.</b>
10h10	<b>Sur les lieux de l'exercice, les ESI ont fini de se préparer pour l'intervention.</b>
10h11	<b>Ils pénètrent dans le bâtiment.</b>
10h12	<b>Le DOI demande l'extraction de l'état des stocks du bâtiment concerné.</b>
10h12	<b>1ere arrivée des pompiers (BSPP) à la barrière de l'établissement.</b>
10h13	<b>Point de situation chef PCS/chef d'intervention BSPP.</b> Un plan de l'établissement précisant le trajet permettant de se rendre sur les lieux est confié au chef d'intervention BSPP.
10h16	<b>Arrivée sur les lieux de l'exercice de la BSPP.</b>
10h17	<b>Arrivée au PCS de l'officier de garde compagnie (OGC) BSPP.</b> Point de situation OGC/DOI. Celui-ci indique notamment que des ESI SOGARIS sont déployés pour refroidir la structure du bâtiment, et fait le point sur l'évacuation. Il indique la personne manquante, et précise la demande de confinement du personnel des bâtiments B-D et E situé à proximité du bâtiment F. Il fait un point sur le stockage et les conditions associées, la surface de la cellule concernée. <b>Un refroidissement via groupe frigorigène fonctionnant à l'ammoniac est évoqué.</b> <b>La question de la communication BSPP/SOGARIS (dont DOI) est évoquée. Il est prévu que les échanges se fassent par l'intermédiaire des TW utilisés par les ESI SOGARIS.</b>
10h21	<b>Le véhicule d'intervention de la BSPP est relié au point d'eau incendie.</b>
10h23	<b>L'OGC quitte le PCS et se rend sur le terrain.</b>
10h24	<b>Point de situation chef PCS/DOI.</b> Récapitulatif de la situation. Les informations sont cohérentes avec les éléments définis par scénario. <b>La mise en œuvre effective des obturateurs n'est pas évoquée.</b>
10h26	<b>La lance incendie déployée par la BSPP est prête à l'utilisation.</b>
10h27	<b>[intervention IIC] l'inspecteur ICPE signale que les modalités de mise en œuvre des obturateurs n'ont pas été réalisées.</b> Le chef PCS se rend au système de commande à distance, situé dans une pièce verrouillée à clé du PCS.
10h27	<b>[élément perturbateur, scénario] le chef d'intervention ESI est pris d'un malaise.</b> Il est directement pris en charge par la BSPP.
10h28	<b>[intervention IIC, élément perturbateur] le dispositif de commande à distance des obturateurs est dysfonctionnel.</b> Le chef PCS demande à l'ESI en charge de la sécurisation de la zone de se rendre au poste local de gonflage des obturateurs (situé au bâtiment N, au nord de l'établissement).

Heure	Évènement / Commentaire
10h31	<b>[élément perturbateur, scénario] l'information concernant le malaise du chef d'intervention ESI sous ARI est communiquée au PCS.</b>
10h31	<b>Le mannequin simulant l'employé blessé est sorti du bâtiment par la BSPP.</b>
10h32	<b>Confirmation terrain auprès du PCS par TW du déclenchement effectif des obturateurs.</b>
10h36	<b>Point de situation chef PCS/ESI par TW.</b> Des informations sont données : « ils ont mis en œuvre une lance », « ils ont réalisé l'évacuation de la personne manquante », etc. le qualificatif « ils » n'est pas précisé.
10h40	<b>[intervention observateurs BSPP/KUEHNE + NAGEL] Les équipes BSPP sont informées oralement de la présence de bureaux au-dessus du local incendié.</b> Ceux-ci n'apparaissent pas dans les plans d'évacuations placardés proches des issues au sein des cellules et utilisés par la BSPP.
10h45	<b>Information remontée au PCS par les ESI via TW.</b> Les moyens engagés sont insuffisants, il y a une extension du sinistre, la brigade demande des moyens supplémentaires (simulé).
10h48	<b>Le chef PCS et le DOI n'arrivent pas à établir une communication avec un ESI par TW.</b> Une défaillance matérielle est envisagée.
10h54	<b>Un ESI indique par TW au PCS que la BSPP replie le matériel d'intervention. L'incendie est maîtrisé.</b>
10h54	<b>Le DOI donne ses premières consignes de gestion post-événement.</b> Il requiert notamment la réalisation de prélèvement dans les eaux d'extinctions et l'information des tiers (SEMMARIS, ADP, etc.)
10h57	<b>Fin d'exercice</b>

#### 2-5-4) Observations et constats complémentaires

##### Concernant la convention d'exercice et les modalités de réalisation :

L'inspection constate que l'exercice ne prévoyait pas, du fait de la gravité simulée de l'incendie, la mise en œuvre d'un poste de commandement opérationnel (PCO) et le travail en binomage du DOI et du Commandant des Opérations de Secours (COS), comme il est fréquent de le constater lors de sinistre de plus grande ampleur. Il s'agit d'un point particulièrement intéressant à travailler dans le cadre des exercices POI.

**Observation 1.** L'inspection recommande pour le prochain exercice POI (Plan d'Opération Interne) (distinct de l'exercice de défense contre l'incendie prévu par le point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 [NOR : DEVP1706393A]) de prévoir l'établissement d'un PCO (poste de commandement opérationnel) afin de favoriser le travail coordonné et nécessaire DOI/COS (directeur des opérations internes/commandant des opérations de secours).

L'appel à ADP, dont l'aéroport d'Orly constitue l'un des principaux enjeux de l'environnement du site à protéger, a été simulé par l'implication d'un agent SOGARIS revêtant le rôle d'interlocuteur ADP.

**Observation 2.** L'inspection recommande d'impliquer effectivement le personnel ADP lors de la réalisation du prochain exercice, afin de pouvoir en tirer par retour d'expérience les principaux attendus en cas de situation de crise de ce tiers qui constitue un enjeu principal de l'établissement.

La question de la gestion des fumées, de leurs impacts aigus immédiats sur la santé des salariés de



la plateforme, et sur leurs impacts sur le fonctionnement de l'aéroport d'Orly, ne s'est pas appuyée sur une détermination préalable fictive de l'orientation et de la force du vent, ou sur l'observation en temps réel de données obtenues par des dispositifs de mesure détenus en propre (type manche à air ou station météorologique) ou service équivalent (type météoFrance).

**Observation 3.** Il convient d'intégrer dans les modalités d'exercice des éléments caractérisants l'émission des fumées, afin de pouvoir jouer plus précisément les actions nécessaires correspondantes à leurs gestions, tant du point de vue des effets attendus sur les salariés de la plateforme ou les riverains proches, que des autres impacts environnementaux prévisibles. Le cas échéant, si l'exploitant souhaite utiliser des données relatives au vent en temps réel, il lui revient de se doter des moyens nécessaires.

La validité de l'évaluation de la performance des ESI, par l'exploitant, en termes de cinétique (vérification de l'adéquation des moyens mis en œuvre par rapport à la cinétique classique d'un incendie non contrôlé), est compromise par une préparation préalable des équipiers. Ils étaient déjà en tenue d'intervention incendie avant même le déclenchement de l'exercice, alors qu'il ne s'agit pas de leurs uniformes habituels.

**Observation 4.** Si l'information préalable des ESI (équipes de seconde intervention) est nécessaire, pour des raisons d'organisation et de continuité du service par exemple, il y a lieu de jouer les phases de préparation à l'intervention comme en situation réelle, afin d'en dégager des données temporelles alimentant le retour d'expérience et permettant d'identifier de potentiels axes d'amélioration (besoin en entraînement, caractéristique des équipements, organisation du vestiaire, etc).

Pendant l'exercice, une demande de coupure d'électricité a été faite, et l'opération effectivement simulée. Il a également été demandé ultérieurement d'ouvrir les portes de quai comme amenées d'air frais pour le désenfumage. Cette ouverture est commandée électriquement, ce qui constitue une incohérence par rapport à une situation réelle qui aurait nécessité une ouverture manuelle et qui aurait pu engendrer un retard ou une désorganisation des opérations.

**Observation 5.** Dans le cadre des exercices, il convient que l'exploitant s'assure de la cohérence des actions qui sont menées par rapport aux actions effectuées précédemment.

### **Concernant les actions menées lors de l'exercice par les équipes SOGARIS**

L'inspection constate que le POI n'a pas été consulté ni par le DOI, ni par le chef PC.

Il a été présenté et tenu à la disposition de la BSPP lors de son arrivée sur site.

L'appel au secours extérieur ne s'est pas effectué à l'aide de la fiche réflexe correspondante. Il s'est toutefois révélé satisfaisant et a permis la transmission des principales informations requises par le document.

Les informations relatives à l'emplacement du sinistre et aux risques associés, transmises à la BSPP lors de l'arrivée sur le site ou ultérieurement, n'ont pas été tirées des documents prévus par la fiche F3\_Évaluation des risques du POI, en particulier en ce qui concerne les risques représentés par les installations liées à l'activité des locataires.

En l'occurrence, la fiche précise page 4 sur 29 : « *L'inventaire des risques présentés par les activités des locataires est disponible dans le classeur « Fiche 9 : Fiches Visites Réglementaires », au PC Sécurité* ».

La trame de fiche visite est prévue par le POI.

Après investigation, l'inspection n'a pas pu obtenir la fiche n°9 complétée de la cellule concernée par l'exercice. La mise en œuvre de la procédure prévue aurait permis d'éviter l'erreur d'information concernant la présence d'ammoniac dans les équipements de réfrigération de l'entrepôt, le représentant de la société locataire ayant précisé lors du débriefing que ceux-ci n'en contenaient pas.

La fiche F3 du POI indique également qu'un plan avec la répartition des locataires est disponible au PC Sécurité. Celui-ci était effectivement présent, affiché sur la paroi située juste derrière le poste de contrôle, mais il n'a pas été utilisé. Il aurait permis de répondre à la BSPP qui questionnait l'exploitant sur la surface de la cellule accueillant le sinistre.

L'inspection considère que :

– le POI nécessite d’être révisé, afin de prendre en compte notamment les dernières évolutions liées à la mise à jour de l’étude de dangers d’une part, les pratiques liées à l’exploitation du site par les locataires et au fonctionnement du PCS d’autre part. La révision peut également être l’occasion d’accroître la partie opérationnelle du document.

– l’exploitant gagnerait en efficacité s’il s’assurait de la mise en œuvre effective des fiches réflexes ou des documents utiles prévus par le POI, et cela, quel que soit le rôle de l’acteur concerné (chef PCS, DOI, etc.).

L’inspection recommande également à l’exploitant d’extraire les principaux documents utiles du POI afin de les rendre facilement accessibles aux agents chargés de les mettre en œuvre, en des lieux préalablement identifiés.

**Observation 6. Il convient que l’exploitant s’appuie davantage sur le plan d’opération interne lors de la gestion des situations d’urgences.**

Lors de la simulation de l’alerte auprès des tiers intéressés, SOGARIS n’a pas pris contact auprès des services de la préfecture, distinct de la DRIEAT. La fiche F1\_Alerte du POI indique le numéro de standard.

**Observation 7. En cas d’activation du POI, il convient d’avertir les services préfectoraux au plus tôt.**

*Nota : l’inspection n’a pas procédé à la vérification exhaustive des numéros de téléphones et données de contact apparaissant dans la fiche F1\_Alerte. Il est de la responsabilité de l’exploitant de s’assurer de la validité de ces informations.*

La mise en œuvre effective des obturateurs de réseau n’a pas fait l’objet d’une vérification par le DOI lors des différents points de situation (chef PCS/BSPP). La main courante était établie sur un calepin, tenu par le chef PCS. L’information n’était pas facilement visible par le DOI, pour rappel éventuel. Les différentes opérations lancées (évacuation, comptage, mise en sécurité de l’entrepôt, recherche de blessé, isolement des réseaux, etc.) et le statut associé (initié, réalisé, etc.) ne faisaient pas l’objet de transcription écrite particulière en dehors de la main courante.

**Observation 8. Il convient que l’exploitant définisse une méthodologie lui permettant de suivre la réalisation des actions qu’il requiert lors de la gestion d’un sinistre.**

Seul le chef PCS et le DOI étaient présents au PCS pour décliner les actions prévues par le POI et gérer l’évènement côté SOGARIS. L’affectation des collaborateurs SOGARIS aux fonctions du POI prévues par la fiche F5\_Organisation des secours n’a pas été réalisée. Certains personnels identifiés étaient d’ailleurs impliqués dans l’organisation de l’exercice ou son observation (exemple : responsable HSE ou responsable sécurité), et non disponibles comme joueurs.

**Observation 9. Il convient que l’exploitant s’assure que l’ensemble des personnes ayant un rôle particulier à jouer dans la gestion d’un évènement puisse s’exercer fréquemment lors des exercices POI.**

L’absence de personnels aux fonctions prévues a vraisemblablement entraîné un report de tâche vers le DOI et le chef PCS, perceptible dans les premières phases les plus intenses de l’exercice.

Des problèmes de communication récurrents entre le DOI/chef PCS et les ESI déployés sur le terrain se sont produits pendant l’exercice.

Par ailleurs, en l’absence de COS, aucune discussion directe entre les services de secours extérieurs et le DOI n’a eu lieu pendant l’exercice.

**Observation 10. La solution proposée puis mise en œuvre pour permettre les communications DOI/BSPP par l’intermédiaire des talkies walkies des ESI n’a pas atteint l’efficacité attendue.**

### **Concernant les recommandations émises par la BSPP à l’issue de l’exercice**

La BSPP a émis plusieurs recommandations lors du retour à chaud effectué en fin d’exercice. Si nécessaire, l’inspection invite l’exploitant à se rapprocher de la brigade pour obtenir des informations complémentaires.

Le plan d’acheminement remis à l’arrivée sur site a montré son utilité. Il s’agit d’une bonne pratique

à maintenir. Un nommage des rues pourrait être un plus pour trouver en indépendance les lieux du sinistre et faciliter les opérations.

Les plans remis de l'entrepôt concernés étaient insuffisants et n'ont pas permis à la brigade de constater rapidement que les bureaux dans lesquels le feu s'est déclenché étaient surmontés par d'autres bureaux.

**Observation 11. La BSPP souhaite pouvoir disposer de plans de masse complets, par bâtiment, couvrant l'ensemble des niveaux, y compris les zones non ICPE.**

L'établissement d'une lance via le véhicule de première intervention (VPI) opérée par les ESI SOGARIS est susceptible de rendre indisponible aux pompiers de la brigade le point d'eau incendie le plus proche du sinistre lors de leurs arrivées sur site.

**Observation 12. Il convient que l'exploitant définisse sa stratégie de défense contre l'incendie dans l'attente de l'arrivée de la BSPP et qu'il soit en mesure, soit de signaler les indisponibilités de point d'eau incendie liée à des manœuvres en cours, soit d'effectuer les manœuvres nécessaires à leurs effacements opérationnels lors de la prise en main de l'évènement par la brigade, au moment de son arrivée sur site.**